

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/3 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.3.63111

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Zum Nachweis von Speers frühzeitiger Verstrickung und enger Verbindung mit der SS untersucht Jaskot der Reihe nach die Interessen der SS an der Ökonomie der Monumentalarchitektur, die Interessenverflechtung von SS und Speer beim Nürnberger Reichsparteitagsgelände, die wechselseitige Abhängigkeit der Berliner Planungen und der SS-Wirtschaftsbetriebe und die eigene Bautätigkeit der SS für eine Nürnberger Kaserne und in den Konzentrationslagern Flossenbürg und Mauthausen. Er beschreibt den Aufbau des SS-Konzerns Deutsche Erd- und Steinwerke (DEST), der von 1940 bis 1943 einen großen Teil seiner Produktion für die trotz des Krieges weitergeführten Bauten in Nürnberg und Berlin lieferte. Dabei gelingt es ihm jedoch weder, eine quantitative Abhängigkeit dieser Projekte von der auf Zwangsarbeit der mörderischsten Art aufgebauten Produktion der SS-Steinbrüche nachzuweisen, noch gar eine zwingende Notwendigkeit, die Berliner und Nürnberger Architekturen so und nicht anders zu gestalten. Ja, bei genauer Lektüre finden sich sogar immer wieder relativierende Einschätzungen, die in deutlichem Widerspruch zu den Generalaussagen des Buches stehen, zum Beispiel über die Unfähigkeit der SS, aus ihren Sklavenbetrieben bis zum Ende des Krieges moderne Betriebe zu machen, die in ihrer Produktivität mit den freien Firmen konkurrieren konnten, welche weiterhin die deutsche Baumaterialproduktion beherrschten, oder über die Exzeptionalität der Bauten der Konzentrationslager Mauthausen und Flossenbürg in der Gesamtszenarie der von ambitionlos gestalteten Zweckbauten beherrschten übrigen Konzentrationslager.

Als Fazit bleibt nach einer kritischen Lektüre des Buches, trotz des großen, allerdings zumeist aus Sekundärliteratur geschöpften Detailreichtums, der Eindruck einer exemplarischen Schwäche im Bereich der Methode. Es ist sicher nicht falsch, die Verstrickung von Architekten in die verbrecherische Politik ihrer Zeit im Detail nachzuweisen, aber was ist daraus zu lernen? Etwa, daß auch die von ihnen geschaffene Architektur verbrecherisch sei? Jaskot sagt das nicht. Er beschränkt sich darauf, immer von neuem auf die bei einem Hofarchitekten und späteren Rüstungsminister nicht sehr überraschende Mitschuld Speers zu verweisen und die Folgerungen für die Architekturbetrachtung dem Leser zu überlassen.

Hartmut FRANK, Hamburg

Erika ROSENBERG (Hg.), *Ich, Oskar Schindler. Die persönlichen Aufzeichnungen, Briefe und Dokumente*, München (Herbig) 2000, 448 p.

Retrouvés dans une valise au grenier de sa dernière amie à Hildesheim, ces lettres et documents d'après-guerre éclairent quelque peu les aspects complexes de la »deuxième vie« d'Oskar Schindler. Homme doté d'un extraordinaire esprit d'entreprise sous le nazisme, mais incapable de trouver sa place dans la société d'après-guerre. Leur publication est due à Erika Rosenberg, née en 1951 à Buenos Aires où elle enseignait à l'Institut Goethe, devint l'amie d'Erika Schindler et l'aida à rédiger ses Mémoires avant de réaliser une biographie romancée du couple.

Malgré sa familiarité avec son histoire, force est de constater que la présentation thématique en sept parties de cette correspondance – dont seules les deux premières suivent le déroulement chronologique – entraîne de nombreuses répétitions, voire des inversions comme par exemple cette lettre de Schindler remerciant pour un colis de nourriture (p. 111) avant celle de l'envoyeur (p. 177). Répétitions aussi fréquentes dans les notes explicatives où des termes en yiddish ou en hébreu employés par Schindler sont confondus ou attribués au polonais.

L'itinéraire du personnage, digne d'un roman balzasiens, reste néanmoins énigmatique. Né en 1908 à Zwittau (Sudètes), apprenti, puis employé, dans l'entreprise paternelle de machines agricoles, marié à vingt ans, il entre après la faillite de son père comme représentant au service d'une entreprise d'appareils électro-techniques de Moravie. Sa connaissance de la

région lui vaut d'être engagé par l'*Abwehr* à Breslau pour laquelle il travaille de 1936 à 1939. Les relations qu'il y noue lui serviront par la suite et lui vaudront la Croix de fer de 1^{re} classe.

C'est à l'automne 1939 que sa vie prend un tournant aussi inattendu que peu élucidé. A-t-il, comme il l'affirme, acquis sa première fabrique d'articles ménagers à Cracovie à la faveur d'une faillite avant l'occupation allemande ou, comme le prétendent les anciens propriétaires juifs rescapés, avec l'intervention musclée des nouveaux maîtres nazis? Le mystère reste entier malgré les menaces et les plaintes proférées de part et d'autre, qui reviennent comme un *Leitmotiv* dans les trois premiers chapitres de la correspondance. Schindler se contente d'affirmer (p. 47) qu'«à temps rudes, mœurs rudes», qu'il n'était pas un saint, aimait les femmes et l'alcool, mais n'a jamais fait de mal à ses employés juifs. Ce qui ne clarifie rien. Dans ce conflit il sait pouvoir compter sur ceux qu'il a sauvés d'une mort certaine (leur nombre varie de 1100 à 1300 dans le texte). La plupart émigrés en Amérique ou en Israël gardent des liens avec lui et le soutiennent à leur tour jusqu'à sa mort. Il bénéficiera aussi de l'aide d'organisations juives, notamment du JOINT avec lequel il avait déjà établi des contacts durant la guerre. Par l'entremise d'un officier d'état-major, demi juif autrichien, il a connu en effet ses représentants à Budapest – dont le Dr. Kasztner (ou Kastner) qui assurait la liaison entre son entreprise et le camp de Plaszow fournissant de l'argent pour l'aide aux détenus et favoriser les évasions. Il défendra d'ailleurs ce dernier auprès des autorités israéliennes contre les accusations de collaboration. L'argent, on le sait, a joué un grand rôle aussi bien dans la corruption des officiers SS disposant de la vie des concentrationnaires que pour subvenir aux besoins en vêtements et vivres de ceux qui lui étaient confiés comme employés. Dans ses rapports après-guerre, Schindler évalue entre 5 et 6 millions de Reichsmark les sommes investies et perdues de sa propre fortune à cet effet. Avec l'espoir d'obtenir du JOINT une compensation qui lui permettrait d'assurer sa retraite.

Déçu de constater que l'Allemagne d'après-guerre laisse prospérer d'anciens nazis blanchis au détriment de «réfugiés» comme lui, il décide d'émigrer en 1949 avec sa femme Erika en Argentine où il entreprend l'élevage de volaille et de hamsters. Après une faillite désastreuse, il rentre en Allemagne en 1957 laissant à sa femme le soin de régler les dettes. Comme pour leur émigration, ce sont les institutions juives américaines qui prennent l'affaire en charge.

Se qualifiant de «laissé pour compte du miracle économique» Schindler, logé dans une pièce près de la gare de Francfort, tente vainement de monter une entreprise de ciment et béton. Une nouvelle faillite l'oblige à rembourser ses créanciers s'il veut éviter l'emprisonnement. Grâce à la Fondation Schindler, créée par ses anciens protégés et l'avance sur un projet de film – qui ne verra pas le jour – signé avec la Metro-Goldwyn-Mayer, il parvient à survivre jusqu'à ce que de petites pensions mensuelles du bourgmestre de Francfort puis, du Président Lübke et de l'évêché de Limbourg stabilisent un peu sa situation à partir de la seconde moitié des années soixante.

A soixante ans, cet homme qui aime jouir de la vie, souvent déprimé et cardiaque envisage avec anxiété une vieillesse sans perspective. Ne bénéficiant même pas de la Sécurité sociale, c'est encore grâce à ses anciens protégés qu'il est accueilli pour quelque temps dans une clinique en Israël, pays où il séjourne à plusieurs reprises entouré et honoré par les plus hautes autorités. Faute d'obtenir un poste de conseiller à la Mission d'achat israélienne de Cologne, sa nomination comme secrétaire honoraire de la Fédération des associations des amis de l'Université hébraïque de Jérusalem lui permet de nouer de nombreuses relations dans le contexte de la coopération germano-israélienne.

En dépit des déceptions et des échecs de cette dernière partie de sa vie, Schindler a reçu, à partir des années soixante, de nombreuses distinctions. Après le titre de Juste des Nations de Yad Washem, le Mérite fédéral de 1^{re} classe, le Prix de la Paix Martin Buber et l'Ordre pontifical de St-Sylvestre. A sa mort en 1974, la ville de Francfort lui rend un hommage offi-

ciel avant le transfert de sa dépouille, selon son souhait, au cimetière franciscain de Jérusalem où il est enterré en présence de ses anciens protégés et de leurs familles venus de toutes parts lui apporter un dernier témoignage de reconnaissance. Ce n'est que vingt ans plus tard que le film de Spielberg fit connaître au monde l'action étonnante à plus d'un titre de sauvetage de juifs réalisé par cet homme qui, par un singulier retournement de situation dut essentiellement sa survie après guerre à ses anciens protégés et aux organisations juives.

Rita THALMANN, Paris

Ingo HAAR, *Historiker im Nationalsozialismus. Die deutsche Geschichtswissenschaft und der »Volkstumskampf« im Osten*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 2000, 433 p. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, 143).

Fondé sur une abondante documentation qu'attestent la bibliographie et les notes de bas de page, l'ouvrage d'Ingo Haar expose l'évolution entre 1921 et 1944 de l'historiographie national-libérale héritée de l'ère bismarckienne à la »recherche historique de combat« au service de la politique ethno- raciale du III^e Reich en passant par l'historiographie révisionniste découlant des clauses territoriales du Traité de Versailles. En sept chapitres l'auteur aborde successivement la genèse de la recherche révisionniste à partir de 1921-1922, ses rapports avec les mouvements de jeunesse antirépublicains, la mise au pas de la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est à partir de 1933, la création de la Communauté de recherche du nord-est allemand et la disparition de la Commission historique du Reich, le réseau scientifique au service de la politique du *Volkstum*, les interférences entre recherche historique et politique nazie du *Volkstum* et finalement les rapports entre cette recherche et la conquête de l'espace vital marquant le passage de la politique des groupes ethniques à la »Solution finale de la question juive«.

A partir de la confrontation entre historiens nationaux-libéraux partisans de la conception bismarckienne de Petite Allemagne et d'un retour aux frontières de 1914, et chercheurs néo-conservateurs de la génération du front, adeptes d'un projet pluridisciplinaire de Grande Allemagne s'esquisse la relève des élites et des paradigmes d'une génération acquise au »républicanisme de raison«, qui domine encore les principales institutions de recherche historique jusqu'au début des années trente par les adeptes de la »Révolution conservatrice« et d'une histoire *völkisch*. Comme en politique, la mise au pas est facilitée par des conservateurs, en particulier Albert Brackmann, issu du parti de Stresemann (DVP) directeur des Archives d'État de Prusse. Ce qui lui vaudra la plus haute distinction décernée par Hitler. D'autres historiens plus radicaux tel Hans Rothfels, pionnier de la nouvelle *Ostforschung* à l'Université de Königsberg, seront balayés par leur propres disciples lors des premières vagues d'épuration de 1933 à 1935.

Malgré certains retours en arrière et des digressions parfois gênantes pour suivre la chronologie, l'auteur parvient à montrer l'interaction entre l'évolution politique et celle des restructurations de la recherche révisionniste, qui bénéficie à toutes les étapes du soutien des ministères de l'Intérieur et des Affaires extérieures (AA) auxquels s'ajoutent à partir de 1933 le ministère de l'Éducation, les organes du parti nazi et de la SS. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de constater que la politique révisionniste sous Stresemann paraît encore relativement modérée par rapport à celle des chanceliers Brüning et von Papen, issus du Zentrum catholique soutenant la radicalisation des milieux protestants prussiens antislaves et hostiles à la SDN perçue comme un obstacle au développement d'un grand Reich, fondement d'un nouvel ordre européen.

La faiblesse de la résistance à la mise au pas de la recherche historique traditionnelle qu'incarnent notamment Friedrich Meinecke et Hermann Oncken, respectivement président et vice-président de la Commission historique du Reich apparaît déjà dans la prépara-